N° d'ordre

Numéro du répertoire **2021 /**
R.G. Trib. Trav. **20/301/A**
Date du prononcé **13 décembre 2021**
Numéro du rôle **2021/AL/205**
En cause de : **CPAS DE HUY** **C/** **S.**

Expédition

Délivrée à
Pour la partie

le
€
JGR

Cour du travail de Liège

Division Liège

CHAMBRE 2-A

Arrêt

CPAS - intégration sociale
Arrêt contradictoire
Définitif

* Sécurité sociale – aide sociale – famille en séjour illégal – articles 3 et 8 CEDH

EN CAUSE :

LE CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE HUY, en abrégé CPAS de HUY, BCE 0212.358.140, dont les bureaux sont établis à 4500 HUY, Rue du Long Thier, 35,
ci-après « le CPAS », partie appelante,
comparaissant par Maître Sandra PIERRE, avocat à 5300 ANDENNE, Avenue Roi Albert 200

CONTRE :

1.**Monsieur S.**, RRN , domicilié à , agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité d'administrateur légal de sa fille , née le XX.XX.2003,
ci-après M. S, première partie intimée,
comparaissant par Maître Philippe CHARPENTIER, avocat à 4500 HUY, Rue de la Résistance 15

2. **Madame S.**, RRN , partie intimée, domicilié à , agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité d'administrateur légal de sa fille , née le XX.XX.2003,
ci-après Mme. S, seconde partie intimée,
comparaissant par Maître Philippe CHARPENTIER, avocat à 4500 HUY, Rue de la Résistance 15

3. **Monsieur LS.**, RRN , domicilié à ,
ci-après M. LS, troisième partie intimée,
comparaissant par Maître Philippe CHARPENTIER, avocat à 4500 HUY, Rue de la Résistance 15

ci-après collectivement désignés par le vocable « la famille S. »

•

• •

Vu en forme régulière les pièces du dossier de la procédure à la clôture des débats le 11 octobre 2021, notamment :

- le jugement attaqué, rendu le 3 mars 2021 par le tribunal du travail de Liège, division Huy, 2ème Chambre (R.G. 20/301/A) ;

- la requête formant appel de ce jugement, reçue au greffe de la Cour le 2 avril 2021 et notifiée aux parties intimées le 6 avril 2021 par pli judiciaire ;

- le dossier de la procédure du tribunal du travail de Liège, division Huy, reçu au greffe de la Cour le 13 avril 2021;

- l'ordonnance de fixation prise sur base de l'article 747 du Code judiciaire le 21 avril 2021 et notifiée par plis simples aux conseils des parties le 23 avril 2021, fixant la cause à l'audience publique de la chambre 2-A du 11 octobre 2021 ;

- les conclusions d'appel des parties intimées remises au greffe de la Cour le 17 mai 2021 ;

- les conclusions de l'appelante remises au greffe de la Cour le 9 juillet 2021 ;

- le dossier de l'intimée remis au greffe de la Cour le 17 mai 2021 et celui de l'appelante le 24 septembre 2021 ;

- les pièces déposées par le Ministère public à l'audience du 11 octobre 2021.

Entendu les conseils des parties en leurs explications à l'audience publique du 11 octobre 2021.

Vu l'avis écrit du ministère public rédigé par Monsieur Matthieu SIMON, substitut général délégué, déposé au greffe de la Cour le 18 octobre 2021 et communiqué aux avocats des parties le même jour.

Vu les conclusions en répliques de la partie appelante remises au greffe de la Cour le 15 novembre 2021.

•

• •

I. FAITS ET ANTECEDENTS DE LA PROCEDURE

M. S. est né le XX XX 1976 en Macédoine. Il a formé une première demande de protection internationale en Belgique en 2003, laquelle a été rejetée et a donné lieu à un ordre de quitter le territoire, tout comme celles formées en 2004, 2005, avril 2008, juillet 2008 et 2010.

Son épouse, Mme S., et au moins 3 de leurs 4 enfants, respectivement nés en 1996, 1997, 1998 (Y.) et 2003 (X.), sont arrivés en Belgique en 2010 et ont également formé trois demandes vaines de protection internationale en 2010, 2014 et 2016.

La famille a également formé en vain de nombreuses demandes de régularisation médicale et humanitaire (au minimum huit demandes au total pour l'ensemble de la famille) à partir de 2010, sans que celles-ci aboutissent.

Il ressort des renseignements de l'Office des étrangers fournis par le ministère public que, suite à une demande d'autorisation de séjour introduite le 28 juillet 2021 et toujours en cours d'examen en date du 29 septembre 2021 (date de la réponse de l'Office), X. S. (née le XX XX 2003 et donc majeure à ce moment, ce qui est probablement la raison pour laquelle son dossier a été détaché de celui de ses parents) ne pouvait être éloignée du territoire. Quant aux autres membres de la famille, ils ne sont ni admis, ni autorisés à séjourner en Belgique.

La famille habite Huy depuis 2010, et a été aidée par le CPAS par le passé (de 2011 à 2013) lorsque M. S. ou Mme S. ont bénéficié d'une attestation d'immatriculation. Depuis novembre 2013, l'intervention du CPAS se limite à l'aide médicale urgente en raison de l'illégalité de leur séjour.

M. et Mme S. ont chacun contesté une des décisions trimestrielles par lesquelles le CPAS prolongeait leur aide médicale urgente devant le Tribunal du travail de Huy par une requête du 26 mars 2020. Ils ont à cette occasion formé une demande d'aide financière matérielle.

Alors que cette procédure était pendante devant le tribunal, le CPAS a adopté le 13 juillet 2020 deux décisions prolongeant l'aide médicale urgente tant en faveur de M. S. qu'en faveur de Mme S.

Parallèlement, M. et Mme S. ont formé ensemble une demande d'aide sociale financière au CPAS le 23 juillet 2020 et leur fils Y. (né le XX XX 1998) a fait pareil le 5 août 2020.

Le 10 août 2010, le CPAS a adopté deux décisions.

Par la première, adressée au seul M. S., il a refusé une aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration au taux de personne ayant charge de famille en raison du caractère illégal du séjour. Selon la thèse administrative du CPAS, cette décision couvre la demande conjointe de M. et Mme S. Cette décision prend également acte du refus de la famille d'intégrer le réseau Fedasil.

Par la seconde, le CPAS a refusé une aide sociale financière équivalente à un revenu d'intégration au taux cohabitant à Y. en raison du caractère illégal du séjour et de la prééminence de la solidarité familiale sur la solidarité collective.

L'audience publique dans le cadre du recours antérieurement dirigé par M. et Mme S. ainsi que Y. contre des décisions de prolongation de l'aide médicale urgente (requête du 26 mars 2020) s'est tenue le 7 octobre 2020.

A ce moment, date de clôture des débats, le Tribunal n'avait pas connaissance de la naissance du présent litige, initié deux jours plus tard.

En effet, par une première requête déposée au greffe le 9 octobre 2020, M. S. a contesté la décision du 13 juillet 2020 qui prolonge l'aide médicale urgente, mais aussi celle du 10 août 2020 qui refuse une aide sociale financière. Il sollicitait « la condamnation du CPAS à régler l'aide demandée et les dépens ».

Par une deuxième requête de la même date, Mme S. a contesté la décision du 10 août 2020 notifiée à son mari. Elle a joint à son recours la décision du 13 juillet 2020 prolongeant le bénéfice de l'aide médicale urgente. Elle demandait de « mettre à néant la décision du CPAS et de condamner ce dernier au paiement de l'aide sollicitée ainsi qu'aux dépens ».

Toujours le 9 octobre 2020, Y. S. a déposé une requête dirigée contre la décision prise par le CPAS le 10 août 2020 à son encontre. Il demandait de « mettre à néant la décision du CPAS et de condamner ce dernier au paiement de l'aide sollicitée ainsi qu'aux dépens ».

Les conclusions communes aux trois membres de la famille demandent de condamner le CPAS à payer les aides postulées avec l'équivalent des allocations familiales et de condamner le CPAS aux dépens.

Il s'en déduit que les 3 membre de la famille réclamaient une aide sociale financière à dater de l'introduction de leur demande, le 23 juillet 2023.

Le 18 novembre 2021, le Tribunal, statuant sur le premier litige dirigé contre des décisions de prorogation de l'aide médicale urgente, déclaré la demande recevable en ce qu'elle porte

sur une aide sociale financière. Il a toutefois déclaré cette demande non fondée, au motif qu'il n'était pas démontré que le seul enfant encore mineure, X., aurait noué des attaches durables en Belgique, la seule durée du séjour n'étant pas révélatrice de l'existence de celles-ci. Le jugement a ainsi décidé que « dans ce contexte, le tribunal ne peut, comme l'article 159 de la Constitution l'y autoriserait, écarter le dernier ordre de quitter le territoire donné à la famille le 4 avril 2017. Il n'est pas démontré que l'éloignement du territoire qu'il vise serait contraire à l'article 8 de la CEDH en ce qu'il priverait la famille et plus particulièrement les enfants dont (*sic*) le tribunal doit avoir égard à l'intérêt des liens sociaux tissés avec la Belgique, avec leurs condisciples de classe et avec leur voisinage tandis qu'il n'est pas démontré que la famille S. n'aurait pas gardé des attaches avec son pays d'origine et ce compte tenu notamment des retours du père de famille dans son pays d'origine depuis sa première entrée sur le territoire belge. La mise à exécution de l'ordre de quitter le territoire ne constituerait pas une ingérence de l'autorité publique dans l'exercice du droit à la vie familiale et privé de la famille S. ». Le Tribunal a également écarté l'application de la jurisprudence Abdida en l'absence de toute pièce médicale.

Le présent litige a débouché sur un second jugement du 3 mars 2021, par lequel le Tribunal du travail de Huy a déclaré les recours recevables et joint les dossiers.

Le jugement a considéré que tant M. S. que Mme S. intervenaient en leur nom personnel mais aussi en leur qualité respective d'administrateur légal de leur fille X. (alors que les requêtes et conclusions ne la mentionnaient pas et que le dossier ne renferme aucune requête en intervention, qu'elle soit volontaire ou forcée, visant à mettre X. à la cause).

L'auditorat avait estimé dans son avis que la situation de la famille avait évolué depuis son jugement du 18 novembre 2020 (qui déclarait les recours non fondés).

Le Tribunal a retenu que X. était arrivée en Belgique à l'âge de 6 ans et avait effectué toute sa scolarité en Belgique, qu'une partie de la famille S. (au sens large) avait été autorisée au séjour en Belgique et en Allemagne et a décidé, en application de l'article 159 de la Constitution, d'écarter le dernier ordre de quitter le territoire notifié le 4 avril 2017, à M. S. et le 5 septembre 2017 à Mme S. et à Y. en raison de l'ingérence qu'ils représentaient dans le droit à la vie familiale et privée de la famille S. (article 8 CEDH). Il a enfin constaté l'état de besoin et condamné le CPAS à verser à M. et Mme S. une aide sociale équivalente au revenu d'intégration au taux personne avec charge de famille outre l'équivalent des allocations familiales et à Y. S. une aide sociale équivalente à un revenu d'intégration au taux cohabitant. Il a également condamné le CPAS aux dépens.

Le CPAS a interjeté appel de ce jugement par une requête du 2 avril 2021.

II. OBJET DE L'APPEL

II.1. Demande et argumentation du CPAS

Le CPAS s'étonne du revirement d'attitude du Tribunal. Il souligne l'illégalité du séjour et l'absence de pièces sur les attaches durables alléguées. Le centre estime ne pas avoir à s'expliquer sur l'attitude adoptée dans d'autres dossiers. Il met également en doute l'état de besoin.

Il demande de réformer le jugement entrepris et de déclarer non fondés les recours de M. et Mme S. ainsi que de M. S. contre le CPAS de Huy, de confirmer les décisions prises le 10 août 2020 et de statuer comme de droit quant aux dépens.

Subsidiairement, le CPAS demande de réformer le jugement en n'octroyant une aide sociale à Y. qu'à dater du 5 août 2020 et de statuer comme de droit quant aux dépens.

II.2. Demande et argumentation de la famille S.

La famille S. décrit une situation proprement catastrophique, où la survie n'a été possible que grâce à l'aide sociale de la grand-mère entretemps décédée et les dons de la famille établie en Allemagne. Elle décrit la composition de la famille et les nombreux liens qui la rattachent à la Belgique, considérant qu'une expulsion vers la Macédoine constituerait une atteinte évidente à la vie privée et familiale mais aussi un traitement inhumain et dégradant et une atteinte à leur dignité humaine.

Elle reproche au CPAS d'avoir une attitude plus sévère à son encontre que vis-à-vis d'une autre famille qui a obtenu une aide par le moyen d'un jugement contre lequel le CPAS n'a pas interjeté appel et dénonce une violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

Elle souligne que l'Etat de besoin n'a jamais été contesté par le CPAS.

Elle demande de confirmer le jugement en toutes ses dispositions et de condamner le CPAS aux dépens de 349,80 €.

A titre subsidiaire, elle demande que le CPAS expose les raisons pour lesquelles elle n'a pas introduit d'appel dans le dossier d'une famille se trouvant strictement dans la même situation.

III. LA POSITION DU MINISTERE PUBLIC

Monsieur le substitut général délégué relève qu'en vertu de l'autorité de chose jugée qui s'attache au jugement du 18 novembre 2020 déboutant la famille (jugement qui n'a pas limité la période litigieuse), il y a lieu de considérer que la période litigieuse s'ouvre le 19 novembre 2020. Il relève ensuite que la circonstance que X. soit devenue majeure en cours de procédure n'a pas d'incidence puisqu'aucune demande n'est formulée pour elle.

Il estime que le séjour de la famille ne peut être considéré comme illégal sous peine de violer l'article 8 de la CEDH. Il se réfère pour ce dire au Guide sur l'article 8 édité par les services administratifs de la Cour et à la durée anormalement longue des demandes de régularisation pour motifs médicaux et de régularisation humanitaire, la présence d'enfants ayant des attaches plus étroites avec la Belgique qu'avec la Macédoine, la présence d'une petite-fille élevée par M. et Mme S. et les attestations élogieuses relatives au travail et à la formation de Y. et X..

IV. LA DECISION DE LA COUR

IV. 1. Recevabilité de l'appel

Le jugement du 3 mars 2021 a été notifié le 5 mars 2021. L'appel du 2 avril 2021 a été introduit dans le délai légal. Les autres conditions de recevabilité sont réunies. L'appel est recevable.

IV.2. Fondement

Procédure

Les conclusions de la famille S. ne sont pas conformes au prescrit de l'article 744 du Code judiciaire. En vertu de l'article 780, alinéa 1er, 3°, du même Code, la Cour n'est pas tenue d'y répondre[1].

Dès lors que le présent arrêt déboute la famille, il est sans incidence de déterminer si la période litigieuse s'est ouverte le 23 juillet 2020 ou le 19 novembre 2020.

[1] Cass., 10 décembre 2018, www.juportal.be

Quant au fait que X. soit devenue majeure en cours de procédure, il est sans incidence sur la résolution du litige. D'une part, la majorité demeure sans effet dès lors que ce changement d'état n'a pas donné lieu à un acte de reprise d'instance et que ledit acte n'a dès lors pas été notifié en application de l'article 816 du Code judiciaire. D'autre part, comme le relève le ministère public, aucune demande n'est formée en son nom (bien que le CPAS ait intimé toutes les personnes indiquées comme demanderesses originaires par le jugement, dont X., représentée par ses parents, les conclusions de la famille ne la mentionnent pas en qualité de partie). Enfin, les parents ne soulèvent dans leurs conclusions aucun argument en rapport avec sa majorité.

Droit à l'aide sociale financière malgré l'illégalité du séjour

Il n'est pas contesté que l'ensemble de la famille est en séjour illégal. On connaît la conséquence de principe que l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale attache à l'illégalité du séjour : le refus de toute aide si ce n'est l'aide médicale urgente et pour les familles avec des enfants mineurs, l'hébergement dans un centre Fedasil.

> *§ 2. Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la mission du centre public d'action sociale se limite à :*
> *1° l'octroi de l'aide médicale urgente, à l'égard d'un étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume ;*
> *2° constater l'état de besoin suite au fait que les parents n'assument pas ou ne sont pas en mesure d'assumer leur devoir d'entretien, à l'égard d'un étranger de moins de 18 ans qui séjourne, avec ses parents, illégalement dans le Royaume.*
> *Dans le cas visé sous 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant et est exclusivement octroyée dans un centre fédéral d'accueil conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. La présence dans le centre d'accueil des parents ou personnes qui exercent effectivement l'autorité parentale est garantie.*
> *(…)*

Dans le cas de figure où l'article 57, § 2, serait applicable à la famille S., il y aurait en effet lieu de leur appliquer le 2° et de constater que la famille a déjà refusé l'hébergement Fedasil, de telle sorte qu'elle se priverait de la sorte de toute aide.

Néanmoins, la famille postule l'application du droit supranational, soit l'article 8 de la CEDH qui garantit le droit à la vie familiale, tout comme l'article 3 de la même convention, qui

garantit le droit à la vie et l'interdiction des traitements inhumains et dégradants, à laquelle elle considère que l'article 57, § 2 précité contreviendrait en l'espèce. Elle semble également considérer que ces deux dispositions supranationales commandent d'écarter des « décisions administratives » qu'elle ne précise pas plus avant.

Invocation de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH)

La famille n'apporte aucun élément de nature à démontrer que son droit à la vie (art. 3 CEDH) ou son droit à la vie familiale (art. 8 CEDH) supposent de lui octroyer une aide sociale financière.

Il n'est pas contesté que, en raison de la présence d'un enfant mineur lors de la demande, la famille s'est vu proposer un hébergement Fedasil par le CPAS - hébergement qu'elle a refusé, à plusieurs reprises.

Sous réserve de circonstances particulières qui coloreraient le dossier, absentes dans le cas d'espèce, il ne peut sérieusement être soutenu que ne pas octroyer l'aide sociale financière à une famille en séjour illégal qui a refusé à plusieurs reprises une aide sociale matérielle constituerait une violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des libertés fondamentales et des droits de l'Homme.

Reste la question de la violation de l'article 8 de la même Convention.

Certes, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme offre certaines portes de sortie, auxquelles le ministère public se réfère dans son avis. Il convient toutefois de ne pas leur prêter une portée plus large qu'elle n'est en réalité. La version 2021 du Guide sur l'article 8 de la Convention européenne réalisé par les services administratifs de la Cour n'est disponible qu'en anglais [2], mais sa substance ne diffère pas de l'extrait de la version précédente, disponible en français, citée dans l'avis du ministère public.

Il y a lieu d'en retenir que le principe est le contrôle de l'entrée et du séjour des étrangers et l'absence d'obligation de l'Etat d'autoriser leur séjour, avec pour corollaire l'obligation pour les étrangers de se soumettre aux procédures et de quitter le territoire s'ils en reçoivent l'ordre parce que l'entrée ou le séjour sur ce territoire leur ont été valablement refusés.

[2] Guide on Article 8 - Right to respect for private and family life, home and correspondence (coe.int), www.echr.coe.int/Documents/Guide_Art_8_ENG.pdf.

Ce n'est qu'à titre d'exception que la Cour a conclu à la violation de l'article 8 dans une affaire dans laquelle les autorités n'avaient pas protégé le droit du requérant au respect de sa vie privée, car elles n'avaient pas mis en place une procédure effective et accessible qui aurait permis d'examiner la demande d'asile de l'intéressé dans des délais raisonnables, afin d'écourter autant que possible sa situation de précarité.

Cette exception est tirée d'un arrêt B.A.C. contre Grèce du 13 octobre 2016[3], lequel est toutefois sans pertinence en l'espèce.

Il concerne en effet M. B.A.C., un ressortissant turc, ayant été arrêté en Turquie en raison de ses opinions politiques et ayant (après sa libération en raison d'une grève de la faim) formé une demande d'asile en Grèce en 2002. Le secrétaire général du ministère de l'Ordre public, a sommairement rejeté sa demande. Cependant, M. B.A.C. a saisi la Commission consultative d'asile qui a émis un avis favorable. En conséquence, le ministre de l'Ordre public devait prendre la décision d'accorder ou non la protection internationale au requérant dans un délai de 90 jours.

Au jour du prononcé de l'arrêt de la Cour EDH, 14 ans plus tard, et malgré ce délai de 90 jours, le ministre n'avait pris aucune décision et n'avait ainsi ni entériné ni désavoué l'avis de ladite commission.

La Cour a retenu une violation de l'article 8 seul mais aussi en combinaison avec l'article 13, après avoir relevé de nombreux inconvénients graves que cette abstention de prendre une décision avait causée à M. B.A.C. En effet, ce dernier avait dû faire renouveler tous les 6 mois sa carte de demandeur d'asile qui ne constituait pas un titre de séjour et lui permettait seulement de ne pas être expulsé et de résider sur le territoire avec un « statut toléré » pendant la durée de l'examen de sa demande. M. B.A.C. a été contraint de travailler dans le secteur du bâtiment sans permis de travail. Il n'a pas pu s'inscrire à l'université et n'a pas pu non plus ouvrir un compte bancaire, se voir attribuer un numéro d'enregistrement fiscal pour pourvoir exercer une activité professionnelle, ni même obtenir un permis de conduire.

Il serait toutefois erroné d'en déduire que la longueur d'une procédure suffit à conclure à la violation de l'article 8.

La Cour européenne a en effet pris garde de ne pas décider que n'importe quelle procédure trop longue constituait une violation de l'article 8 (les passages soulignés le sont par la Cour) :

---

[3] Cour E.D.H., 13 octobre 2016, B.A.C. c. Grèce, requ. 11.981/15, www.echr.coe.int

"39. La Cour relève ensuite que la situation du requérant en l'espèce diffère également de celle dans laquelle les autorités refusent d'octroyer un permis de séjour à des requérants installés de manière irrégulière sur le territoire et qui recherchent sur la base de la vie familiale à mettre les autorités du pays d'accueil devant le fait accompli (voir la jurisprudence citée dans l'arrêt Jeunesse c. Pays-Bas ([GC] no 12738/10, § 103, 3 octobre 2014). Dans la présente affaire, ce qui est en cause est l'omission du ministre de l'Ordre public, douze ans durant, de statuer sur la demande d'asile du requérant, alors que la Commission consultative d'asile avait émis un avis favorable et les autorités judiciaires grecques, y compris la Cour de cassation, avaient rejeté une demande d'extradition formulée par les autorités turques. Il est clair que dans ce contexte, l'incertitude éprouvée par le requérant quant à son statut prenait une dimension toute particulière par rapport à celle d'un requérant qui attend la fin, dans des délais raisonnables, de la procédure d'asile le concernant.

40. En l'espèce, pour la Cour la violation alléguée de l'article 8 de la Convention provient ainsi, non pas de mesures d'éloignement ou d'expulsion, mais de la situation de précarité et d'incertitude que le requérant a connue pendant une longue période, soit du 21 mars 2002 – date à laquelle l'intéressé a introduit son recours contre la décision de rejet de sa demande d'asile – à la date de prononcé du présent arrêt.

(…)

46. Partant, la Cour considère que les autorités compétentes ont manqué, dans les circonstances de l'espèce, à leur obligation positive tirée de l'article 8 de la Convention, consistant à mettre en place une procédure effective et accessible en vue de protéger le droit à la vie privée, au moyen d'une réglementation appropriée tendant à faire examiner la demande d'asile du requérant dans des délais raisonnables afin de raccourcir autant que possible sa situation de précarité (voir aussi paragraphe 37 ci-dessus). Il y a donc eu violation de cette disposition.

47. Compte tenu de ses conclusions aux paragraphes précédents, elle dit qu'il y a eu aussi violation de l'article 13 de la Convention combiné avec l'article 8".

Les procédures d'asile formées par la famille S. ont toutes été traitées avec diligence.

Concernant le père, la première demande de protection internationale a été formée le 30 septembre 2003 et clôturée le 20 octobre 2003 par une décision du CGRA, la deuxième introduite le 6 janvier 2004 et clôturée le 13 juillet 2005 par un arrêt du Conseil d'Etat, la troisième formée le 6 décembre 2005 et clôturée par un transfert vers la Slovénie le 24 janvier 2006, la quatrième ouverte le 2 avril 2008 et clôturée le 20 juin 2008, la cinquième introduite le 14 juillet 2008 et rejetée par l'Office des étrangers dès le 16 juillet 2008 et enfin la sixième formée le 24 novembre 2010 a été rejetée par un arrêt du Conseil du contentieux

des étrangers du 26 octobre 2011, même si l'ordre de quitter le territoire n'est intervenu que le 29 octobre 2013.

Mme S. a également formé des demandes de protection internationale en son nom et en celui de ses enfants Y. et X., à l'époque mineurs. La première a été introduite le 9 février 2010 et clôturée le 31 octobre 2011, avec un ordre de quitter le territoire notifié en octobre 2013. La deuxième s'est étendue du 16 octobre 2014 au 14 novembre 2014, avec un OQT notifié le 20 juin 2016 après plusieurs péripéties. La troisième ne concernait que Mme S. et X. et s'est étendue du 12 octobre 2016 au 3 avril 2017.

On ne peut reprocher à l'état d'avoir omis de mettre en place une procédure effective et accessible qui aurait permis d'examiner la demande d'asile de l'intéressé dans des délais raisonnables, afin d'écourter autant que possible sa situation de précarité.

A supposer que l'enseignement de la Cour européenne doive s'étendre à de telles procédures, aucune des nombreuses demandes de régularisation n'a créé de situation similaire à celle de M. B.A.C., qui avait de sérieux motifs (vu l'avis favorable émanant d'une autorité nationale) de croire que la décision serait positive. En outre, l'accumulation des demandes de régularisation, recours compris, alors que d'autres procédures étaient en cours, est assurément légitime, mais ce foisonnement procédural n'a fait que complexifier la gestion du dossier de la famille S. sur le plan du séjour, et on peut raisonnablement en déduire qu'il a contribué à allonger le temps de traitement des demandes de régularisation de la famille. Cet allongement étant partiellement de son fait, il est à tout le moins bancal d'en tirer argument. En tout état de cause, il n'est pas démontré que, dans le cas de la famille S. et compte tenu de son comportement procédural, l'Etat belge ait omis de mettre en place une procédure effective et accessible de régularisation.

Si la question de l'insertion sociétale et des liens avec le monde du travail, le voisinage, un cercle d'amis, etc… est essentielle pour apprécier le bien-fondé d'une demande de régularisation humanitaire (qui ne relève pas des compétences des juridictions du travail), elle ne peut, seule et sous réserve d'autres circonstances qui viendraient s'y additionner, que très marginalement influencer l'appréciation formée sur le respect du droit à la vie privée et familiale de tous les membres de la famille S., en ce compris une mineure de 17 ans lors de la décision, actuellement majeure, qu'il n'est aucunement question de séparer de sa famille. Par ailleurs, en l'absence de toute pièce médicale la Cour n'aperçoit pas en quoi la circonstance que Y., majeur durant toute la période litigieuse, ait suivi un enseignement spécialisé, est de nature à influer sur son droit à l'aide sociale financière.

C'est à tort que le premier juge a considéré que l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, combiné à l'article 159 de la Constitution, permettait un octroi à la famille d'une aide sociale. La Cour n'aperçoit aucun motif de déroger à la rigueur de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS.

Principe d'égalité et de non-discrimination

La famille S. reproche au CPAS de poursuivre la réformation du jugement entrepris en appel alors que dans le cas d'une famille au parcours qu'elle estime similaire, elle s'est inclinée face à un jugement octroyant l'aide.

Il est parfaitement indifférent s'interroger sur la position du CPAS dans un autre dossier et dans lequel il se serait abstenu d'interjeter appel après un jugement favorable à une autre famille. En effet, cette circonstance ne dispense en rien la Cour d'appliquer l'état actuel du droit à la famille S.

Sans qu'il soit besoin de se pencher sur la question de l'autorité positive de chose jugée du jugement du 18 novembre 2020, la Cour constate que c'est à tort que le Tribunal a octroyé une aide à la famille dans le présent litige.

Considérant l'argumentation qui précède, tous les autres moyens invoqués sont non pertinents pour la solution du litige.

Il y a lieu de réformer le jugement.

IV.3. Les dépens

Il y a lieu de condamner le CPAS aux dépens d'appel, conformément à l'article 1017, alinéa 2, du Code judiciaire.

En l'espèce, les dépens sont composés de deux éléments :

- L'indemnité de procédure
- La contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

Concernant l'indemnité de procédure, la Cour considère que l'action a pour objet de fixer un droit, soit une demande, à ce stade, non évaluable en argent. En effet, comme l'écrit la doctrine, pour qu'une affaire soit évaluable en argent, il ne suffit pas que le montant de la demande puisse être évalué ou estimé, il faut encore qu'il soit spécialement liquidé dans le dispositif de la demande[4].

En application de l'article 4 de l'arrêté royal du 26 octobre 2007 fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1er à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat, l'indemnité de procédure doit être liquidée à 189,51 €, soit le montant de base pour les demandes non évaluables en argent.

Enfin, en vertu de l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 19 mars 2017 instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne, sauf si la partie succombante bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne ou de l'assistance judiciaire, la juridiction liquide le montant de la contribution au fonds dans la décision définitive qui prononce la condamnation aux dépens. Cette contribution doit être liquidée en termes de dépens même si elle n'a pas été perçue lors de l'inscription de la cause au rôle[5].

Dans les matières visées par l'article 1017, alinéa 2, du Code judiciaire ou des dispositions sectorielles analogues, il y a lieu de considérer que c'est toujours l'institution de sécurité sociale, ou l'institution coopérante de sécurité sociale, qui succombe, sauf en cas de recours téméraire et vexatoire. Il convient de lui faire supporter la contribution de 20 €.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment son article 24 dont le respect a été assuré,

après en avoir délibéré et statuant publiquement et contradictoirement,

---

[4] H. BOULARBAH, « Les frais et les dépens, spécialement l'indemnité de procédure », *Actualités du droit judiciaire*, CUP 145, Bruxelles, Larcier, 2013, p. 373, n° 36.
[5] Cass., 26 novembre 2018, www.juportal.be

- Dit l'appel du CPAS recevable et fondé

- Réforme le jugement entrepris et déboute la famille S. de ses demandes d'aide sociale financière

- Condamne le CPAS aux dépens, soit l'indemnité de procédure de 189,51 € et la contribution de 20 € au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

Ainsi arrêté et signé avant la prononciation par Madame, Messieurs

Katrin STANGHERLIN, Conseillère faisant fonction de Présidente,
Philippe STIENON, Conseiller social au titre d'employeur,
Gérard LOYENS, Conseiller social au titre d'employé,
qui ont participé aux débats de la cause,
assistés de Lionel DESCAMPS, greffier,
lesquels signent ci-dessous excepté Monsieur Philippe STIENON qui se trouve dans l'impossibilité de le faire conformément à l'article 785 alinéa 1er du Code judiciaire,

le Greffier, le Conseiller social, la Présidente,

ET PRONONCÉ, en langue française et en audience publique de la Chambre 2-A de la Cour du travail de Liège, division Liège, en l'annexe sud du Palais de Justice de Liège, place Saint-Lambert, 30, à Liège, le treize décembre deux mille vingt et un,
par Madame Katrin STANGHERLIN, Conseillère faisant fonction de Présidente,
assistée de Lionel DESCAMPS, Greffier, qui signent ci-dessous :

le Greffier, la Présidente,